

Par
Pierre Chandelier

Les dialogues de Jean Guitton

Sur la guerre et l'armistice

Lord Halifax, Rémy, Reynaud, Mme Fournier-Foch, François-Poncet, Pierre-Olivier Lapie livrent des petites phrases qui en disent long...



Jean Guitton.

Jean Guitton, outre ses ouvrages de philosophie, a publié des livres de souvenirs dans lesquels figurent des entretiens qu'il a eus, au fil des ans, avec d'importantes personnalités sur la Seconde guerre mondiale.

Leur intérêt n'est pas mince et nous allons ici en évoquer quelques uns.

Dans «Un siècle, une vie» paru en 1988 (1) il relate celui qu'il a eu en 1949 avec Lord Halifax, ministre des Affaires étrangères britannique en 1939 puis ambassadeur de Grande Bretagne aux États-Unis en 1940.

Questionné sur la manière dont il avait jugé l'armistice de juin 1940, Lord Halifax répond :

«Il me paraît certain que l'armistice était bon afin de préserver l'Afrique du Nord d'une invasion allemande. Mais, nous autres Britanniques, nous avions peur que votre parole d'honneur ne soit pas suffisante pour empêcher les Allemands de capturer votre flotte. Je m'en étais ouvert plusieurs fois à l'amiral Darlan.

Ce malentendu conduit à Mers-el-Kébir.

«Le sacrifice de Pétain»

Dans «*Journal de ma vie*» paru en 1985 (2), l'auteur relate une rencontre, en 1957 lors d'un dîner en ville avec le colonel Rémy, le célèbre résistant.

Celui-ci lui rapporte une étonnante réflexion du général De Gaulle :

«C'est de Gaulle qui le premier m'a rendu sensible au sacrifice de Pétain. Il m'a dit un jour sans que je le lui demande : «Vous voyez, Rémy, il fallait deux cordes à l'arc, le Maréchal et moi». Un autre jour, il m'a dit : «Si Pétain était parti en 1942, je n'aurais pas pesé bien lourd en face de lui. Il serait entré à Paris sur un cheval blanc».

Le 14 juin 1966, c'est une conversation avec Paul Reynaud, président du Conseil en 1940, qui lui déclare qu'après la défaite au dessus de l'idée de sacrifice qui était celle de Pétain et de Weygand il y avait la France, et d'ajouter :

«Dût-on détruire les villes de France, faire table rase, il fallait partir et reconquérir la France».

C'est par ces paroles, écrit Jean Guitton, que je mesurai combien son esprit différait du mien.

Le 3 novembre, la fille du Maréchal Foch, Madame Fournier-Foch lui déclare à propos de Weygand :

«Je ne sais pas si mon père aurait en mai 1940 accepté de prendre le commandement des armées. Il se serait dit : la bataille est perdue, pas à moitié perdue, pas à 90 % perdue, mais à 99 % perdue, et elle n'est pas perdue par ma faute. Il aurait pensé qu'il fallait laisser les responsables porter le poids de leur faute et ne pas tomber dans le piège qui consistait à paraître coupable de la défaite. Ceux qui s'étaient dévoués pour sauver la patrie en 1940 furent dès le 19 juin, désignés comme traitres par des chefs qui avaient quitté la France».

En 1968, Jean Guitton rend visite à l'ancien ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet qui lui explique qu'il y avait deux hommes en Hitler : l'homme réfléchi et l'homme qui agit par instinct. Et, chose curieuse, quand



A son départ de Berlin le 27 octobre 1938, l'ambassadeur de France, André François-Poncet, est salué à la gare par le ministre d'Etat allemand, doctor Meissner.

il a agi contre toute raison, par impulsion, il a réussi. Au contraire lorsqu'il a agi par raison en se fondant sur la connaissance de l'histoire et des précédents, il s'est trompé.

Ainsi, en juin 1940, il était raisonnable de penser, une fois la France vaincue, que l'Angleterre ne résisterait pas longtemps et qu'on pourrait se partager avec elle l'empire français et la flotte française. Cette vue raisonnable était fondée sur cette idée que l'égoïsme sacré est la loi de la politique anglaise.

Or, observe François-Poncet :

«C'est cette idée très raisonnable qui fit qu'Hitler consentit un armistice inespéré puisque, de fait, il laissait à la France une terre libre, une zone occupée, la flotte, l'empire. On peut dire, qu'après la défaite française, tout cela était a priori invraisemblable. Eh bien ! ces dispositions qui étaient - je le répète - assez raisonnables, ont perdu Hitler».

Hésitation de la destinée

Enfin, cette étonnante révélation de Pierre-Olivier Lapie ancien ministre et proche d'Edouard Herriot :

Keystone



Ci-dessous : Lord Halifax, signataire des accords Pétain - Churchill.

Ci-contre : Pierre-Olivier Lapie, ancien ministre, lauréat du Pri Historia en 1971, pour son livre «De Léon Blum à De Gaulle».

Keystone



Keystone

«En 1944, Eisenhower avait bloqué Leclerc et suspendu l'avance sur Paris parce que les Américains attendaient de savoir si l'opération Herriot-Laval ne réussirait pas, renouant la légitimité de la Troisième République. «Mais, dit Lapie, si Herriot avait accepté, il eût sans doute été abattu par la résistance. Alors, pourtant, il y eut un moment d'hésitation de la destinée. Les Américains ont failli gagner avec la Troisième République, avec Pétain. Ce qui explique le terrible ressentiment du général de Gaulle».

Cette confiance venant d'un homme informé des secrets de la politique et de l'histoire, ne saurait être tenue pour fantaisiste si elle surprend.

Quant aux intentions américaines, elles n'étaient nullement chimériques si l'on considère l'accueil enthousiaste que reçut le

Maréchal à Paris et dans plusieurs villes de la zone occupée dans les semaines précédant le débarquement.

Et l'on sait que le président Roosevelt avait toujours été favorable au Maréchal Pétain à qui il avait fait parvenir un message en mars 1944, dans lequel il lui recommandait de ne plus s'occuper de l'Etat et de se retirer à Chambord ou à Chenonceaux afin que les armées alliées «en libérant le territoire français libèrent la légalité et la légitimité prisonnières».

Pierre Chandelier

(1) Ed. Robert Laffont.

(2) Ed. Desclée de Brouwer.